

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 4 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANDEFERT (SAS CARRIERE)

7 Rue des Métiers
35730 PLEURTUIT

Code AIOT : 0005502336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement BRANDEFERT (SAS CARRIERE) implanté LE VAURIFFIER 22830 PLOUASNE. L'inspection a été annoncée le 13/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANDEFERT (SAS CARRIERE)
- LE VAURIFFIER 22830 Plouasne
- Code AIOT : 0005502336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation de carrière à ciel ouvert autorisée en date du 13 mai 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Vérification du respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 13 mai 2015.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Localisation de la carrière	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 1.2.3.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 4.3.5.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Auto surveillance des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 11.2.7.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	Tonnage des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 5.1.10.2.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Accès et sortie de la carrière	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 2.1.4.	Sans objet
5	Plans et registres	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 2.6.2.	Sans objet
6	mesures de retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 4.3.10.	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 5.1.8.	Sans objet
12	niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 6.2.1.	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Quantité d'extraction et de traitement autorisée	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 1.2.5.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Renouvellement	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 1.5.6.	Sans objet
9	Auto surveillance du rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 11.2.2.	Sans objet
11	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 5.1.10.11..	Sans objet
13	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 6.3.1.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des non-conformités concernant les parcelles autorisées, au niveau de la gestion des eaux, des tonnages de déchets reçus sur l'installation et de l'autosurveillance des niveaux de vibrations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 1.2.3.		
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation de la carrière		
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est accordée sur les terrains situés sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants :		
Commune	Lieu-dit	Parcelles
PLOUASNE	Le Vauriffier	<u>Renouvellement (cadastre 2009)</u> section D, n° 96, 100, 101, 102, 103, 938, 985, 994, 995, 998, 1001, 1002, 1004, 1018 et 1100 représentant une superficie totale au niveau de l'exploitation de 576 308 m ² dont 402 869 m ² environ réservées aux extractions. <u>Extension</u> section D n° 236, 249, 250, 251, 252, 253, 940, 996, 999, 1000, 1005, 1054, 1055, 1149 pour partie et 1150 représentant une superficie totale niveau de l'exploitation de 76 771 m ² dont 44 732 m ² en extraction.
Cette autorisation prend également acte de la renonciation d'une surface de 36 056 m ² sur les parcelles cadastrées D 1006 et D 106 ; la parcelle D 106 comprend le concasseur primaire et des pistes et espaces végétalisés. La parcelle D 1006 comprend des pistes et également des pistes végétalisés.		
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que la parcelle D 106 est occupée par des déchets issus du concasseur primaire et autres installations. La parcelle D 1006 est occupée par une piste utilisée pour l'exploitation du site. L'exploitant doit cesser toute activité, évacuer les déchets vers des installations autorisées et		

remettre en état les parcelles D 106 et D 1006.
De plus, il est constaté que la clôture séparant la zone exploitée du moto-cross présente des ouvertures sur la parcelle D 985. L'exploitant doit mettre en place une clôture solide et efficace en limite du moto-cross sur la parcelle D 985.
Il est constaté une ouverture en limite de périmètre au niveau du hameau "La Pierre". L'exploitant doit mettre en place une clôture périphérique au niveau du hameau "La Pierre".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Quantité d'extraction et de traitement autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 1.2.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité d'extraction et de traitement autorisée
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériau à extraire et à traiter, calculée sur une période d'une année calendaire, est limitée à 1 200 000 tonnes maximum, mais doit également respecter une moyenne de 1 000 000 tonnes, calculée sur chaque période quinquennale définie à l'article 2.7.5 du présent arrêté. Dans ce cadre, l'exploitant détermine la masse des matériaux extraits du site. A cette fin, un pont-bascule muni d'une imprimante, ou tout autre dispositif équivalent, doit être installé à la sortie du site. Sa capacité doit être d'au moins 50 tonnes. Il doit faire l'objet d'un contrôle métrologique dont les résultats doivent être tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées.
Constats : En 2022, la production a été de 640 000 tonnes de matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Renouvellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 1.5.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Renouvellement
Prescription contrôlée : L'attestation du renouvellement de la garantie financière doit être transmise au préfet au moins six mois avant l'échéance des garanties en cours. Ce document doit répondre aux mêmes caractéristiques mentionnés à l'article 1.5.4 du présent arrêté (modèle, engagement écrit,...). Avec l'attestation de renouvellement des garanties financières, l'exploitant indique au préfet sur la base du plan visé à l'article 2.6.2 du présent arrêté, si l'avancement des travaux correspond au montant des garanties financières apportées.
Constats : L'installation dispose d'un acte de cautionnement signé jusqu'au 27 mai 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès et sortie de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 2.1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Accès et sortie de la carrière
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. A ce titre, l'entrée doit disposer d'un accès type « tourne à gauche » au niveau de l'entrée de la carrière. Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie communale n°22 - VC22 est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux de dangers réglementaires signalant la présence de la carrière. Le régime de priorité doit être signalé par un panneau de stop positionné sur la sortie du site. L'écoulement des eaux pluviales devra également faire l'objet d'aménagements afin d'éviter le ruissellement sur la chaussée. Les voies de circulation et d'accès sont aménagées et maintenues en constant état de propreté. Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas être à l'origine de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. Les roues de tous les véhicules sortant de la carrière doivent être propres. A cet effet, une installation doit permettre avant la sortie de la carrière le lavage et le débourbage des roues des véhicules et du châssis des véhicules. Cette installation doit être équipée d'un portique permettant, si nécessaire, l'humidification des chargements susceptibles d'émettre des poussières. La voie d'accès entre le débouché de la carrière et l'installation de nettoyage et d'humidification doit être revêtue d'enrobé sur toute sa longueur et doit faire l'objet d'un nettoyage hebdomadaire. La fréquence pourra être supérieure lorsque que les circonstances atmosphériques et le rythme de circulation des véhicules l'imposent. L'exploitant contribue à l'entretien de la voirie publique selon les dispositions en vigueur, notamment celles prévues par le Code rural et les articles L.131-8 et L.141-9 du code de la voirie routière. L'utilisation des voies doit se faire en accord avec leur gestionnaire.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que l'accès à l'installation est aménagée avec grillage et portail. Les voies de circulation sont enrobées et nettoyées à la tonne à eau et à la balayeuse. Un rotoluve est présent et fonctionnel. Un tuyau d'évacuation est présent au niveau du bassin tampon du circuit des eaux du rotoluve, l'exploitant ne peut préciser son utilité. L'exploitant doit condamner cette canalisation. Les merlons au niveau des pistes sur la zone exploitée présentent des ouvertures, l'exploitant précise qu'elles servent à l'évacuation des eaux. L'exploitant doit maintenir un merlonnage sur toutes les pistes de l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Plans et registres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 2.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Plans et registres
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant sur un fond cadastral. Sur ce

plan réalisé par un géomètre sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs (niveau des banquettes, du fond de fouille,),
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (zone des installations de traitement des matériaux et des déchets non dangereux et inertes, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les zones de stockage de déchets non dangereux et inertes,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection,
- le réseau de circulation des effluents (eaux d'exhaure, eaux pluviales,).

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Unité Territoriale des Cotes d'Armor. De plus, un plan présentant le projet de progression de l'exploitation pour les douze mois suivant est joint. Un exemplaire de ces plans et annexes est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées.

Constats :

L'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation, les cotes ne sont pas indiquées sur ce plan.

L'exploitant doit faire apparaître les différentes cotes d'exploitation de la carrière sur le plan.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Mesures de retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7

Thème(s) : Risques chroniques, mesures de retombées de poussières

Prescription contrôlée :

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des

installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit les rapports de mesures de retombées de poussières qui concluent au respect des valeurs limites de retombées.</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que les installations secondaires et tertiaires émettent beaucoup de poussières et que le bardage de ces installations est en mauvais état. L'exploitant précise qu'il prévoit de mettre en place un système de brumisation au niveau de cette zone.</p> <p>L'exploitant doit remettre en état le bardage des installations de traitement des matériaux et présenter un plan d'action vis à vis des émissions de poussières sur cette zone.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 4.3.5.		
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par la carrière aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p>		
N° de rejet	1	2
Nature des effluents	Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux d'exhaure	Eaux sanitaires
Débit	300 m ³ / h au maximum entre le 1 ^{er} novembre et 31 mai 80 m ³ / h au maximum entre le 1 ^{er} juin et 30 octobre	sans objet
Cheminement des eaux et traitement avant rejet	Décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 1 pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (aire de ravitaillement en carburant, aire de lavage) Bassins de fond de fouille, puis bassin d'eaux claires, puis passage en station de traitement des eaux acides (traitement au calcaire), puis deux bassins de décantation, puis décanteur séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel	
Exutoire du rejet	Ruisseau « Le Hac » Cordonnées Lambert II (X : 977 933 et Y : 2 378 472)	Système autonome
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté un point de rejet et les différents bassins liés à la gestion des eaux.</p> <p>Par ailleurs, au niveau des bassins du circuit de lavage des matériaux, il est constaté un rejet direct d'eaux issues de l'installation au milieu, l'absence de merlon périphérique et des éléments d'anciennes canalisations.</p> <p>L'exploitant doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire cesser tout rejet direct vers le milieu et revoir la gestion des eaux au niveau de cette zone en canalisant ces eaux dans le réseau de collecte prévu, - mettre en place un merlon périphérique le long du cours d'eau, - retirer toutes les anciennes canalisations. 		
Type de suites proposées : Avec suites		

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

<

N° 9 : Auto surveillance du rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 11.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance du rejet des eaux pluviales
Prescription contrôlée :

La surveillance du rejet dans le milieu récepteur des eaux pluviales et eaux d'exhaure collectées dans la carrière porte sur les valeurs limites d'émissions selon les normes en vigueur sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations et selon les fréquences récapitulées dans le tableau suivant par un laboratoire organisme agréé par le ministère de l'environnement :

Point de mesures	bassin de collecte, de décantation et d'infiltration	
Paramètres	Type de suivi (ponctuel, moyen 24h00, ...)	Fréquence
Débit	Continu	Journalier
pH	Continu	Journalier
T°	Continu	1 fois par trimestre
MES	Ponctuel	1 fois par mois
Conductivité	Ponctuel	1 fois par mois
DCO	Ponctuel	1 fois par trimestre
Hydrocarbures totaux	Ponctuel	1 fois par mois
Fer	Ponctuel	1 fois par mois
Aluminium	Ponctuel	1 fois par mois
Manganèse	Ponctuel	1 fois par mois

Constats :

L'exploitant respecte les fréquences de suivi pour les différents paramètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 5.1.8.

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir avant le début d'exploitation un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;

<ul style="list-style-type: none"> • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; • les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit le plan de gestion des déchets inertes, cependant le document n'a pas été mis à jour et présente des incohérences sur des données.</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes présentant l'ensemble des données prévues.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 11 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 5.1.10.11..		
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admissibles		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Seuls les déchets suivants peuvent être traités et stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes conformément à l'arrêté du 6 juillet 2011 :</p>		
Code (annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement)	Description	Restrictions
17 01 01	Bétons	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés (2)
17 01 02	Briques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés (2)
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés (2)
17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas des	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés (2)

	substances dangereuses	
17 05 04	Terres et cailloux (y compris déblais ne contenant pas de substance dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés (2)
<p>(1) Les déchets mentionnés contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc... peuvent également être admis dans l'installation.</p> <p>(2) Les déchets provenant de sites contaminés ne peuvent être admis que sous réserve du respect des dispositions de l'article 5.1.10.15 du présent arrêté.</p>		
<p>Le traitement et le stockage de déchets relevant d'un code différent de ceux mentionnés ci-dessus est interdit, notamment les déchets de plâtres. De plus, les déchets présentant les caractéristiques suivantes sont également interdits au niveau de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; • les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; • les déchets non pelletables ; • les déchets d'amiante (libre ou lié) • les déchets d'enrobés de toute nature ; • les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent. <p>Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.</p>		
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il n'est pas constaté de déchets autres que des déchets inertes, le site accueille principalement des déchets terreux et des bétons.</p>		
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>		

N° 12 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 6.2.1.		
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux acoustiques		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.2.1.1. Valeurs Limites d'émergence</p> <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque la carrière et ses installations annexes sont en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (carrière et ses installations annexes à l'arrêt). Cette émergence est mesurée conformément à la méthodologie définie par dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.</p> <p>En dehors des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant, dans les zones à émergence réglementée :</p>		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de la carrière et ses installations annexes	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés

Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :

- intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...),
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

6.2.1.2. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de la carrière les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

ZONES CONCERNÉES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 21h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 21 h à 7h, et dimanches et jours fériés
Limite Nord-Est Secteur : « Le Vauriffier »	55 dB(A)	50 dB(A)
Limite Nord-Ouest Secteur : « Le Tertre »	40 dB(A)	40 dB(A)
Limite Sud-Ouest Secteur : « La Pierre »	50 dB(A)	50 dB(A)
Limite Est Secteur : « La Croix Plate »	55 dB(A)	50 dB(A)
Limite Sud-Est Secteur : « Thieubry - Le Haut Thieubry »	45 dB(A)	45 dB(A)

Le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de la carrière y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention et engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, respecte les valeurs limites ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de la carrière, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de la carrière dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Constats :

L'exploitant fournit:

- le rapport de contrôle des niveaux sonores de janvier 2020 qui présente un dépassement de valeur limite,
- le rapport de contrôle de juin 2020 qui présente des données que l'exploitant ne peut justifier.

L'exploitant précise que de nouvelles mesures acoustiques sont réalisées en mars 2023.
L'exploitant doit transmettre le rapport de contrôle de la situation acoustique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 13 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 6.3.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 7,5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine ainsi que les monuments.
Constats : L'exploitant fournit les résultats de contrôle de vibrations qui présentent un respect de la valeur limite de 7.5 mm/s.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Auto surveillance des tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 11.2.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des tirs de mines
Prescription contrôlée : Une mesure des vibrations et de l'onde de pression acoustique est réalisée systématiquement à chaque tir de mines au niveau des lieux-dits suivants par permutation circulaire : <ul style="list-style-type: none"> • « Le Vauriffier » - ferme du Vauriffier au Nord et « Thieubry » - Landeneuc ainsi que le Hameau du Thieubry à l'Est • « La Ville es Vannier » - Hameau à l'Ouest et « la Pierre » - hameau au Sud Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir (plan de tir, charge unitaire, distance par rapport à l'habitation, orientation,...) ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.
Constats : Il est constaté que l'exploitant ne réalise pas de mesures de vibrations sur le point "Le Vauriffier" et précise que le point de référence est "Thieubry". L'exploitant souhaite modifier les points de mesures prévus dans l'arrêté. Dans ce cadre, il doit transmettre une demande justifiée de modification des conditions d'exploiter auprès du préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Tonnage des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 5.1.10.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Tonnage des déchets admis
Prescription contrôlée : La quantité totale de déchets inertes admises jusqu'à la fin de l'autorisation est de 120 000 tonnes. Dans le respect de la quantité maximale énoncée ci-dessus, la quantité maximale pouvant être admise annuellement sur le site est limitée à 20 000 tonnes. Si l'exploitant souhaite recevoir des types de déchets non prévus par le présent arrêté d'autorisation, augmenter les quantités de déchets admissibles, prolonger la durée de son exploitation, une demande doit être effectuée préalablement auprès du préfet.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté une avancée rapide de la zone de stockage des déchets inertes extérieurs, confirmé par une augmentation importante de l'accueil de ces déchets en 2022, à savoir 70 327 tonnes accueillies contre 20 000 tonnes prévues. L'exploitant souhaite augmenter les quantités de déchets admissibles sur l'installation. Il doit déposer une demande auprès du préfet s'il souhaite augmenter les quantités de déchets admissibles présentant l'ensemble des impacts potentiels de cette augmentation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois